

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 13/10//2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS PARC EOLIEN D'HETOMESNIL**

16 boulevard Montmartre  
75009 Paris

Références : IC-R/421/23-AL/SF  
Code AIOT : 0005107583

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN D'HETOMESNIL implanté 60360 Hétomesnil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS PARC EOLIEN D'HETOMESNIL
- 60360 Hétomesnil
- Code AIOT : 0005107583
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien d'Hetomesnil I est constitué de 5 aérogénérateurs (N90) d'une puissance unitaire de 2,4 MW dont les implantations sont situées sur la commune d'Hetomesnil.

Le parc éolien a été mis en service le 5 décembre 2006.

Les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- diamètre du rotor : 90 m ;
- hauteur mât + nacelle : 80 m ;
- hauteur totale : 125 m.

Le parc dispose du bénéfice des droits acquis du 20 mars 2012 pour la rubrique 2980.1.

La gestion du parc et la maintenance sont assurées par la société ERG.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2021 ;
- suites de la visite d'inspection du 29 mars 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : suivi environnemental	AP de Mise en Demeure du 25/06/2021, article 1	APMD	Sans objet
2	PC 2 : formations aux risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 25/06/2021, article 2	APMD	Sans objet
3	PC 3 : données biodiversités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	1 observation	Sans objet
4	PC 4 : accès aux éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	1 observation	Sans objet
5	PC 5 : registre exercices/incident/accident	AP de Mise en Demeure du 26/08/2011, article 15	1 fait susceptible de mise en demeure	Sans objet
6	PC 6 : rapport de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	2 faits susceptibles de mise en demeure 1 observation	Sans objet
7	PC 7 : contrôle du mats et des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	2 faits susceptibles de mise en demeure 3 observations	Sans objet
8	PC 8 : manuels et registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	2 faits susceptibles de mise en demeure	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	PC 9 : procédures	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	2 faits susceptibles de mise en demeure 1 observation	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de constats de non-conformité sur le parc éolien d'Hetomesnil, la société SAS PARC EOLIEN D'HETOMESNIL a été mise en demeure par arrêté du 25 juin 2021 de mettre en place les actions correctives afin de se rendre conforme aux prescriptions visées.

Les actions mises en place par l'exploitant et décrites dans le présent rapport permettent de justifier du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2021. Il est donc proposé à madame la Préfète d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, biodiversité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAS PARC EOLIEN D'HETOMESNIL exploitant un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune d'Hetomesnil (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• commençant un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• fournissant une note de terrain du suivi environnemental dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• fournissant les rapports finaux du suivi environnemental dans un délai de dix mois à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 17 mai 2022 le rapport final du suivi environnemental réalisé en 2021. Le rapport a été rédigé par le bureau d'étude Sens of Life.</p> <p>Ce dernier préconise la poursuite des suivis environnementaux en 2026.</p> <p>Au vu des constats, il est proposé de l'abroger l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : PC 2 : formations aux risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/06/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formations
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS PARC EOLIEN D'HETOMESNIL exploitant un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune d'Hetomesnil (60) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 en réalisant des formations portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de ce même arrêté aux personnes susceptibles d'intervenir dans les aérogénérateurs (Nordex et ERG) dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 19 septembre 2023, l'exploitant a déclaré que la société Nordex ne réalisait plus de maintenance sur le parc. Seule la société ERG intervient dans les aérogénérateurs.  Les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sont repris dans le plan de prévention du 1er février 2023 et dans le Plan Opérationnel de Sécurité Interne (POSI).  L'exploitant a créé une formation POSI avec l'organisme de formation M A Formation. Cette formation est dispensée aux équipes ERG. Elle traite de l'incendie/prévention des risques liés à l'activité/prévention du risque chimique. L'exploitant a présenté les dernières attestations de formations (2022 et 2021) de l'organisme M A Formation.  Le plan de prévention est lu et signé par chaque employé de la société ERG.  Un exercice a eu lieu le 5 septembre 2023. La thématique était l'évacuation d'urgence d'une personne sur le parc.  Au vu des constats, il est proposé de l'abroger l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juin 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : PC 3 : données biodiversités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de

<p>suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Constats de la visite du 29 mars 2021 :</u>            Observation n°1 : Les données brutes collectées durant la période 2005/2009 ne sont pas encore versées dans l'outil de dépôt légal de données.</p> <p><u>Constats de la visite du 19 septembre 2023 :</u>            L'exploitant mentionne qu'il n'a plus accès aux données brutes des suivis des années 2005 à 2009 et ne peut donc les téléverser.            L'exploitant a transmis par mail du 17 mai 2022, le certificat de dépôt des données brutes issues des suivis de 2021. La date du certificat est : 28 avril 2022.</p> <p>Au vu des constats, l'observation n°1 est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 4 : PC 4 : accès aux éoliennes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Constats de la visite du 29 mars 2021 :</u>            Observation n°2 : L'exploitant transmettra la liste exhaustive des personnes appartenant aux sociétés NORDEX et ERG qui peuvent avoir accès aux éoliennes.</p> <p><u>Constats de la visite du 19 septembre 2023 :</u>            La société NORDEX n'intervient plus sur les aérogénérateurs.            L'exploitant déclare que les personnes pouvant avoir accès aux éoliennes sont les personnes ayant signé le plan de prévention (cf PC 2).</p> <p>Au vu des constats, l'observation n°2 est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 5 : PC 5 : registre exercices/incident/accident**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b> <u>Constats de la visite du 29 mars 2021 :</u> Fait susceptible de mise en demeure n°1 : Le registre des exercices d'entraînement, des accidents/incidents n'a pas été présenté. Ce registre doit également contenir l'analyse du retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.  <u>Constats de la visite du 19 septembre 2023 :</u> L'exploitant a présenté le registre "POSI" qui sert de registre. Aucun accident/incident ne s'est produit. Un exercice a été réalisé sur le parc le 5 septembre 2023. L'exploitant a communiqué le compte-rendu de l'exercice. Il s'agissait d'une évacuation d'urgence. Ce compte-rendu comprend l'analyse du retour d'expérience et les mesures correctives mises en place.  Au vu des constats, le fait susceptible de mise en demeure n°1 est levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : PC 6 : rapport de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.  Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**Constats de la visite du 29 mars 2021 :

-> Fait susceptible de mise en demeure n°2 : Le rapport de maintenance du 18 mars 2021 pour la machine n°3 n'est pas en version française.

-> Fait susceptible de mise en demeure n°3 : L'exploitant n'a pas présenté le dernier essai d'arrêt de la machine n°3.

-> Observation n°3 : Les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur doivent respecter les dispositions de la directive du 17 mai 2006. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000.

Constats de la visite du 19 septembre 2023 :

L'exploitant a présenté le rapport de maintenance réalisée du 1er juillet au 1er août 2023 pour la machine n°3.

Ce rapport est en version française.

Ce rapport mentionne qu'un essai d'arrêt de la machine n°3 a été réalisé.

Au vu des constats, les faits susceptibles de mise en demeure n°2 et n°3 sont levés.

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé du 1er au 8 mars 2023 par la société DEKRA.

Ce rapport comprend une observation : éclairage défectueux dans la nacelle. L'exploitant mentionne que la gestion des observations est faite par le logiciel « Eofix ». Cette observation est en cours de traitement avec un niveau "moyen". Ce point sera levé avant le prochain contrôle des installations électriques.

Au vu des constats, l'observation n°3 est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 7 : PC 7 : contrôle du mat et des brides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, accident

**Prescription contrôlée :**

I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.



III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

#### **Constats :**

##### Constats de la visite du 29 mars 2021 :

-> Observation n° 4 : L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de septembre 2021 montrant la réalisation du contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de fixation des pales.  
-> Observation n°5 : L'exploitant mettra en œuvre toute disposition permettant de respecter le délai maximal de 6 mois entre deux contrôles visuels des pales. À ce titre, le rapport de contrôle à réaliser avant le 17 septembre 2021 sera transmis à l'inspection des installations classées.  
-> Fait susceptible de mise en demeure n°4 : La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus à l'article 19.III de l'arrêté du 26 août 2011 ne sont consignés pas dans le registre de maintenance visé à l'article 19. IV dudit arrêté.  
-> Fait susceptible de mise en demeure n°5 : Le rapport de maintenance T3 du 24 avril au 20 mai 2021 pour la machine n°3 n'est pas en version française.  
-> Observation n°6 : Les systèmes instrumentés de sécurité doivent être contrôlés avant le 30 juin 2021 puis annuellement. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport du prochain contrôle des systèmes instrumentés de sécurité.

##### Constats de la visite du 19 septembre 2023 :

L'exploitant a communiqué le rapport de maintenance "serrage" pour la machine n°3. Cette maintenance s'est déroulée du 23 au 28 septembre 2021.

L'exploitant mentionne que le serrage des brides est réalisé tous les trois ans. Le prochain aura lieu en 2024.

Concernant le contrôle visuel des pales, la machine n°1 a été prise à titre d'exemple. Le dernier contrôle visuel a été réalisé le 14 septembre 2023. Le précédent contrôle s'est déroulé lors de la maintenance annuelle (en juillet/août 2023). La fréquence mensuelle de contrôle est respectée.

La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats sont consignés dans le registre de maintenance. Les contrôles de ces équipements ont été réalisés pendant la période 27 mars – 10 août 2023 pour la machine n°1. La fréquence annuelle de contrôle est respectée.

Les rapports de maintenance sont en version française. L'exploitant a communiqué les derniers rapports de maintenance pour l'ensemble du parc.

Au vu des constats, les faits susceptibles de mise en demeure n°4 et n°5 ainsi que les observations n°4, 5 et 6 sont levés.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : PC 8 : manuels et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, manuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite du 29 mars 2021 :</u></p> <p>-&gt; Fait susceptible de mise en demeure n°6 : L'exploitant n'a pas présenté le manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité.</p> <p>-&gt; Fait susceptible de mise en demeure n°7 : Le registre ne contient pas l'ensemble des informations prévues à l'article 19 de l'arrêté du 26 août 2011 (a minima, manquent les défaillances constatées lors des opérations de maintenance et les opérations préventives et correctives engagées).</p> <p><u>Constats de la visite du 19 septembre 2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un document intitulé "gamme maintenance N90". Ce document précise la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées, les modalités de réalisations des tests et des contrôles de sécurité.</p> <p>Le registre comprend l'ensemble des informations prévues à l'article 19 de l'arrêté du 26 août 2011.</p> <p>Au vu des constats, les faits susceptibles de mise en demeure n°6 et n°7 sont levés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 22. – Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite du 29 mars 2021 :</u></p> <p>-&gt; Observation n°7 : Les consignes de sécurité mentionnés à l'article 22 ne sont pas affichées à l'intérieur de l'éolienne E 3.</p> <p>-&gt; Fait susceptible de mise en demeure n°8 : Les procédures d'alertes ne mentionnent pas les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement.</p> <p>-&gt; Fait susceptible de mise en demeure n°9 : Les consignes de sécurité indiquant les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité lors d'haubans rompus ou relâchés n'ont pas été présentées.</p> <p><u>Constats de la visite du 19 septembre 2023 :</u></p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 sont affichées à l'intérieur de l'éolienne E 1.</p> <p>Les procédures d'alertes renvoient au document "données générales techniques" qui mentionne le numéro de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement.</p> <p>La consigne de sécurité sur les "haubans rompus ou relâchés" n'est pas présente car les machines n'en disposent pas.</p> <p>Au vu des constats, les faits susceptibles de mise en demeure n°8, n°9 et l'observation n°7 sont levés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet